

# Les grands enjeux des dynamiques politiques du karité de l'Afrique de l'ouest

Par Aaron Adu, Directeur Générale de l'Alliance Globale du Karité

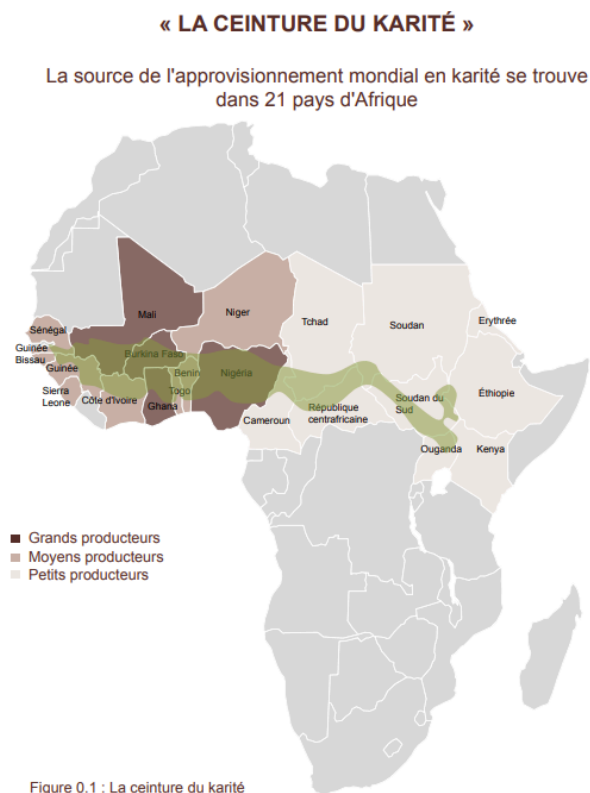
## Introduction

L'industrie du karité en Afrique de l'Ouest est secouée par des interventions inattendues initiées par les gouvernements de la sous-région. Les interdictions d'exportation, les prix minimaux et les suspensions soudaines promettent une valorisation à la source, mais risquent de marginaliser les femmes collectrices, de déstabiliser les commerçants et de saper la confiance dans les chaînes d'approvisionnement. La question est désormais de savoir si ces mesures et ces politiques protectionnistes garantiront l'avenir de l'industrie ou mettront en péril les familles, les parcs à karité et le commerce international.

L'arbre à karité (*Vitellaria paradoxa*) est originaire de la savane africaine et couvre 21 pays, du Sénégal au Soudan du Sud, formant ainsi la ceinture du karité. Cette grande ceinture compte plus de 2 milliards d'arbres qui se régénèrent naturellement sur 3,4 millions de kilomètres carrés de forêts sèches et de parcs. Depuis des siècles, le karité est plus qu'un simple arbre;

c'est un pilier de la vie rurale qui assure l'alimentation, pourvoit les médicaments, le combustible et les revenus à des millions de foyers. L'industrie du karité a connu une transformation remarquable au cours des deux dernières décennies. Ce qui n'était au départ qu'une ressource consommée localement et profondément ancrée dans les traditions de l'Afrique de l'ouest, est devenu une industrie mondiale estimée à plusieurs milliards de dollars. Les exportations annuelles d'amandes de karité ont atteint environ 500 000 tonnes en 2023, soit une hausse de plus de 600% par rapport à la décennie précédente, faisant du karité une matière première stratégique sur les marchés internationaux des produits alimentaires et cosmétiques.

Cette trajectoire de croissance reflète à la fois la résilience de l'industrie et son



intégration croissante dans les industries alimentaires et cosmétiques mondiales, qui requièrent une qualité constante et des pratiques durables.

Au cœur de cette transformation se trouvent plus de 16 millions de femmes à travers l'Afrique de l'ouest qui collectent, transforment et commercialisent les produits à base de karité. Ces femmes constituent l'épine dorsale d'une industrie qui non seulement soutient les moyens de subsistance ruraux à travers le Sahel, mais génère également d'importantes recettes d'exportation dépassant 500 millions de dollars par an, qui profitent aux ménages des pays producteurs de karité. Malgré l'instabilité climatique, le manque d'accès au financement, le soutien limité en matière d'infrastructures, et des systèmes fonciers oppressifs, ces femmes ont fait preuve d'une innovation et d'une persévérance remarquables dans leur rôle de leaders. Que ce soit par le biais de coopératives structurées ou d'efforts individuels, leur organisation collective a mis en place des chaînes d'approvisionnement qui s'étendent des villages isolés aux marchés internationaux, reflétant à la fois l'autonomisation économique et la résilience communautaire dans des environnements parmi les plus difficiles au monde.

Les arbres à karité dominent les parcs agroforestiers d'Afrique de l'ouest, où ils sont cultivés en association avec des espèces indigènes afin de créer des systèmes écologiques complexes dont l'importance dépasse de loin leur valeur commerciale. Ces parcs favorisent la biodiversité, améliorent la fertilité des sols et fournissent de multiples sources de revenus aux communautés agricoles. Selon une étude réalisée par la FAO<sup>1</sup> sur les systèmes agroforestiers, des combinaisons d'arbres et de cultures bien gérées peuvent stocker entre 1,5 et 3,5 tonnes de carbone par hectare chaque année; les stocks de carbone pouvant potentiellement tripler sur une période de vingt ans. Les parcs à karité représentent l'un des trois principaux puits de carbone d'Afrique, à côté du bassin du Congo et des forêts de Miombo<sup>2</sup>. Arbre dominant du paysage de savane d'Afrique de l'ouest, le karité joue un rôle essentiel dans la fixation du carbone, la protection de la biodiversité et la subsistance de millions de ménages ruraux. L'importance environnementale de ces systèmes dépasse leur valeur économique dans la mesure où ils constituent des piliers écologiques soutenant à la fois les communautés humaines et la stabilité climatique mondiale.

---

<sup>1</sup> [FAO Research](#)

<sup>2</sup> <https://shorturl.at/ILZ1H>

## Évolution des politiques en Afrique de l'ouest : un repli protectionniste ?



Une analyse de la collaboration des gouvernements d'Afrique de l'Ouest avec le secteur du karité révèle un changement notable dans les politiques menées au cours des deux dernières décennies. Par le passé, les investissements limités du secteur public dans les infrastructures et les services de vulgarisation liés au karité résultent de décisions d'allocation des ressources qui privilégient des cultures commerciales établies telles que le cacao, le coton et la noix de cajou. L'examen des dépenses publiques révèle un déséquilibre flagrant : au Ghana,

par exemple, le sous-secteur consacré au cacao représente environ 56% des dépenses agricoles publiques, tandis que les cultures autres que le cacao, y compris le karité, ne reçoivent qu'environ 4%.<sup>3</sup>

**La croissance du secteur s'est produite surtout grâce aux réseaux du secteur privé et aux coopératives; les groupements de femmes ayant mis en place des chaînes d'approvisionnement connectant les communautés rurales aux marchés internationaux.**

Les récentes évolutions politiques reflètent l'attention accrue portée par le gouvernement au potentiel économique du secteur. Cependant, les modèles de mise en œuvre suggèrent une préférence pour les approches réglementaires plutôt que pour l'élaboration collaborative de politiques. L'analyse des documents politiques et des consultations des parties prenantes indique un engagement systématique limité avec les acteurs industriels existants lors des processus d'élaboration des politiques. Les multiples exemples d'engagements limités et leurs conséquences respectives incluent les évolutions suivantes:

- Le Burkina Faso a instauré une interdiction d'exportation des amandes brutes en septembre 2024. Cette mesure, annoncée sans consultation ni aide à la transition, a laissé les coopératives et les exportateurs avec des stocks invendables, favorisé la contrebande à travers des frontières poreuses et suscité des manifestations généralisées.

<sup>3</sup> <https://shorturl.at/sf8mU>

- Le Mali a emboîté le pas du Burkina en octobre 2024, associant des restrictions à l'exportation à un prix plancher minimum. Mais compte tenu des capacités de transformation limitées du pays, cette politique n'a eu que peu d'effets bénéfiques et a affaibli la confiance des investisseurs.
- La Côte d'Ivoire a également adopté des restrictions temporaires vers la fin de l'année 2024, sans que les parties prenantes aient une vision claire de leur durée ou de leur application.
- Le Togo a rejoint le mouvement en mars 2025, reflétant une tendance régionale croissante à l'adoption de restrictions par les États.
- Le Nigéria s'est joint à la vague politique et a imposé une suspension de six mois des exportations d'amande de karité brutes en août 2025. Bien que cette interdiction visait à canaliser les amandes vers les transformatrices locales et à garantir les moyens de subsistance des femmes, elle a été mise en œuvre de manière abrupte, sans compensation ni dialogue. Elle risque donc de perturber les marchés, de provoquer des ruptures de contrats et d'alimenter le commerce informel.
- L'autorité réglementaire ghanéenne, la TCDA<sup>4</sup>, a annoncé un plan progressif visant à restreindre les exportations de matières premières. Ce plan s'accompagne de mesures de soutien essentielles : la fixation d'un prix plancher pour les noix de karité afin de protéger les revenus des collectrices et l'introduction de certificats et de licences d'exportation afin de renforcer la surveillance et la traçabilité. L'approche du Ghana concilie les intérêts de l'État et ceux des parties prenantes.

### **L'industrie du karité en Afrique de l'ouest est-elle en train de sombrer dans une politique commerciale protectionniste ?**

Les gouvernements de la région semblent réagir en adoptant des politiques qui ne sont pas toujours bien pensées, qui sont mises en œuvre sans consultation approfondie des parties prenantes et qui tiennent peu compte des perspectives mondiales. Les femmes collectrices du karité craignent que les interdictions d'exportation limitent le nombre d'acheteurs et que la réduction de la concurrence fasse baisser les prix à la production. Les négociants, qui ont longtemps servi de lien entre les collectrices et les acheteurs commerciaux, se sentent évincés. Les acheteurs commerciaux traditionnels qui exportent à la fois des amandes et du beurre de karité transformé (y compris la stéarine et l'oléine), se sentent délaissés, exclus et indécis face aux réformes.

---

<sup>4</sup> <https://tcda.gov.gh/>

## **Que faire maintenant ?**

*Approches politiques alternatives* : la viabilité future du secteur du karité dépend de l'adoption par les gouvernements d'approches plus inclusives et stratégiques qui reconnaissent les caractéristiques uniques de l'industrie et la dynamique des parties prenantes. Les décideurs politiques peuvent envisager les approches suivantes pour mettre en place une chaîne de valeur du karité plus durable qui soutient les femmes, renforce les industries locales et maintient la compétitivité mondiale.

*Mobilisation des parties prenantes au moyen d'un dialogue national* : une gouvernance efficace nécessite des plateformes de participation structurées qui rassemblent les groupements de femmes, les exportateurs, les transformateurs et les organisations non gouvernementales (ONG) afin de définir les décisions politiques. Étant donné que le secteur fonctionne avec succès et connaît une croissance notable depuis des décennies sans intervention gouvernementale, les politiques doivent refléter les réalités du terrain et s'appuyer sur les réseaux existants plutôt que de les perturber. Les mécanismes de dialogue national peuvent garantir que les cadres réglementaires prennent en compte les besoins des parties prenantes tout en instaurant la confiance nécessaire à une conformité et une croissance à long terme.

*Des cadres politiques holistiques au-delà de la réglementation* : pour être efficaces, les interventions politiques doivent trouver un équilibre entre la surveillance et les mécanismes d'appui qui répondent aux principaux défis du secteur. Plutôt que de s'appuyer uniquement sur des mesures restrictives, les gouvernements devraient investir dans des solutions visant à lutter contre le déclin des populations d'arbres, par exemple à travers des programmes de distribution de semis et de restauration des parcs. L'adaptation au changement climatique passe par la promotion de pratiques agricoles intelligentes face au climat et la protection des corridors de biodiversité. Soutenir les femmes collectrices signifie améliorer leur accès au crédit, à la formation et aux technologies de transformation qui peuvent accroître leurs revenus et réduire les pertes après récolte.

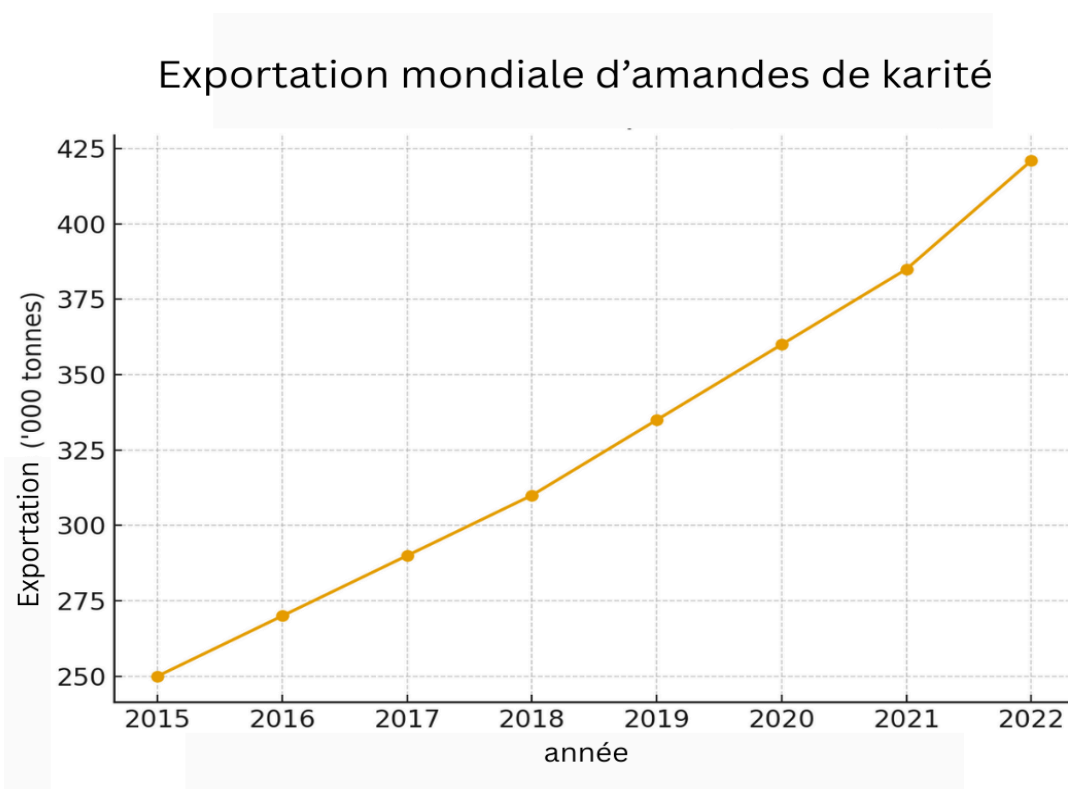
*Collaboration régionale à travers les cadres existants* : la ceinture du karité traverse 21 pays africains, rendant les politiques nationales inadéquates face à la dynamique du commerce transfrontalier. Les gouvernements doivent tirer parti des cadres régionaux, notamment le Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO (SLEC) et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), afin de promouvoir la libre circulation des produits et services liés au karité à travers le continent. Un dialogue coordonné entre les gouvernements peut

permettre d'harmoniser les normes, de réduire les barrières commerciales et d'encourager les investissements transfrontaliers dans les infrastructures de transformation et de logistique.

### **Croissance du marché mondial et évolution des politiques internationales**

Les perspectives mondiales du secteur du karité et son expansion reflètent à la fois une demande croissante et l'évolution des cadres politiques internationaux qui ont ouvert de nouvelles opportunités commerciales.

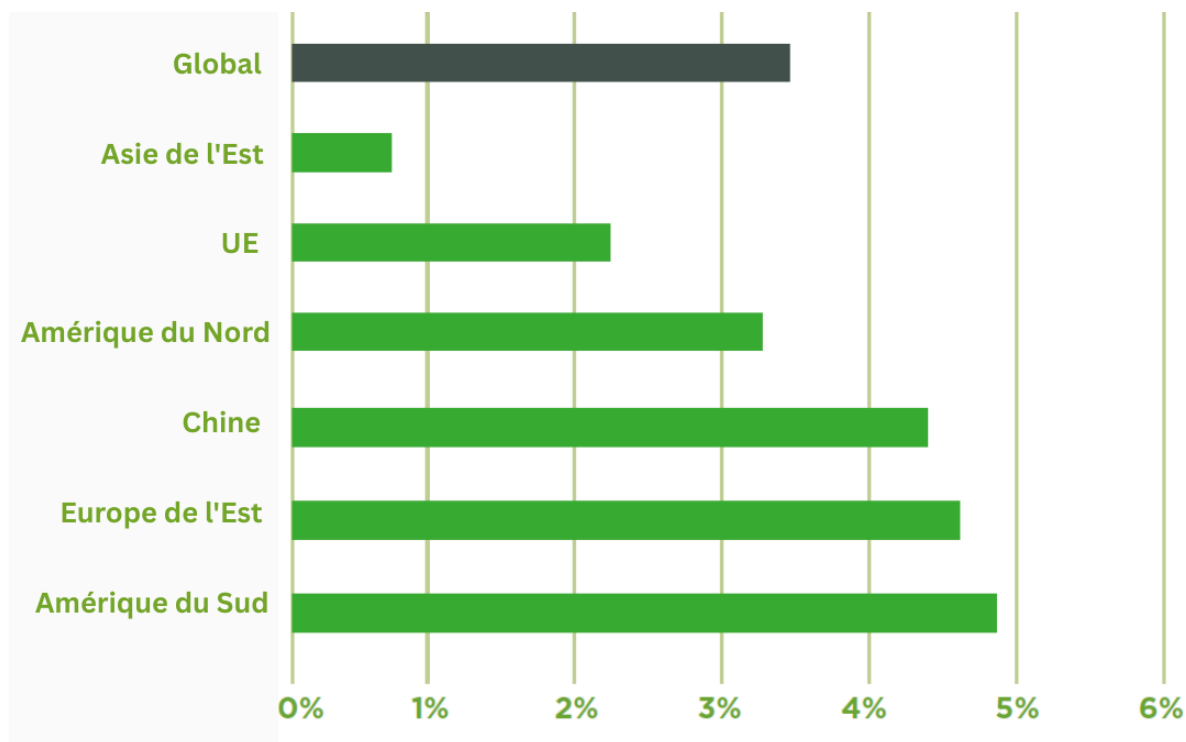
Une analyse des données révèle une croissance soutenue des exportations d'amande et de beurre au cours de la décennie écoulée. La trajectoire de croissance suivante témoigne d'une augmentation annuelle constante.



### **Exportations mondiales d'amande de karité (2015-2022)**

Les études de marché indiquent qu'environ 85% du karité exporté est utilisé dans l'alimentation, principalement comme ingrédient de base dans les équivalents au beurre de cacao (EBC) utilisés dans la production du chocolat. Les 15% restants sont destinés au secteur des soins personnels et des cosmétiques, qui continue de se développer à mesure

que les marques de beauté mondiales privilégient les ingrédients naturels et durables. La croissance régulière observée au cours de la décennie est le résultat d'innovations dans de nouvelles applications, de l'évolution des réglementations et de l'expansion géographique.



## **Demande régionale d'EBC, prévisions de la croissance annuelle moyenne (2020-2030)**

### **Catalyseurs politiques internationaux**

Diverses évolutions politiques internationales ont élargi les débouchés commerciaux pour les producteurs de karité. L'autorisation par la Chine en 2021 des EBC dans la production de chocolat a créé une nouvelle demande importante pour les dérivés du karité, tandis que la récente expansion de la classification « Généralement reconnu comme sans danger » (GRAS) par la FDA américaine pour les dérivés du karité (stéarine et oléine) permet leur utilisation dans une gamme plus large de produits, notamment les produits boulangers, les casse-croûtes, les pâtes à tartiner, les sauces et les desserts glacés à base de produits laitiers. Par ailleurs, les normes de durabilité de l'UE et les préférences des consommateurs pour des produits traçables et non issus de la déforestation créent des opportunités commerciales de choix pour les chaînes d'approvisionnement en karité certifiées.

Ces changements politiques ont ouvert de nouvelles sources de revenus et positionné le karité comme une culture résistante au climat et un produit d'exportation à forte valeur ajoutée pour les pays producteurs.

### Valorisation à la source



La transformation la plus significative dans l'industrie du karité au cours de la dernière décennie a été le passage à la transformation locale et à la création de valeur ajoutée dans toute l'Afrique de l'Ouest.

Actuellement, plus de 60 % des exportations de karité sont transformées à la source, ce qui représente un revirement spectaculaire par rapport à il y a dix ans, lorsque les exportations

de noix brutes dominaient les flux commerciaux. Cette transformation a été rendue possible grâce à des investissements substantiels du secteur privé, au développement des infrastructures soutenu par des bailleurs de fonds et aux efforts de sensibilisation menés par l'Alliance Globale du Karité <sup>5</sup>.

Des installations de transformation sont désormais en activité au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Mali, au Nigeria et au Togo. Il s'agit aussi bien de coopératives dirigées par des femmes qui produisent du beurre artisanal que de raffineries industrielles à grande échelle répondant aux normes internationales des industries alimentaire et cosmétique. Ces installations fabriquent une gamme variée de produits, notamment du beurre, de l'oléine, de la stéarine et diverses fractions, qui se vendent à des prix élevés sur les marchés mondiaux.

Les avantages de la valeur ajoutée locale vont au-delà des recettes d'exportation. La transformation crée des opportunités d'emploi dans les communautés rurales, en particulier pour les femmes et les jeunes qui manquent souvent d'autres sources de revenus. Elle permet la diversification des produits vers les savons, les cosmétiques et d'autres sous-produits qui servent à la fois les marchés nationaux et les marchés d'exportation. Plus important encore, elle renforce la résilience de l'ensemble du secteur du karité en créant des liens plus solides

---

<sup>5</sup> [www.globalshea.com](http://www.globalshea.com)

avec les chaînes d'approvisionnement mondiales tout en conservant davantage de valeur dans les pays producteurs.

## **Conclusion**

L'industrie du karité aborde un tournant décisif où les décisions prises aujourd'hui déterminent son évolution pour les décennies à venir. La demande mondiale continue de croître, les capacités de transformation locales s'étendent et les coopératives de femmes font preuve d'une innovation et d'une résilience constantes. Cependant, le changement climatique menace les écosystèmes des parcs, les politiques gouvernementales risquent de perturber les réseaux établis, et la concurrence d'autres produits de base s'intensifie.

Le succès passe par la reconnaissance du fait que le karité représente plus qu'une simple matière première d'exportation : il incarne un système complexe qui associe les moyens de subsistance ruraux, la conservation de l'environnement et les marchés mondiaux. La protection de ce système exige une gouvernance inclusive qui implique les parties prenantes, des politiques holistiques qui équilibrent réglementation et appui, ainsi qu'une coopération régionale qui transcende les frontières nationales.

Les enjeux environnementaux sont tout aussi importants. Les parcs à karité constituent un puits de carbone et une réserve de biodiversité essentiels dont les avantages en matière de conservation s'étendent bien au-delà des pays producteurs. La préservation de ces écosystèmes et l'appui au développement rural nécessitent des approches innovantes qui monétisent les services environnementaux tout en renforçant les moyens de subsistance des communautés.

La dynamique en faveur de la valorisation à la source témoigne du potentiel de croissance durable de ce secteur qui profite aux producteurs, aux consommateurs et à l'environnement. La concrétisation de ce potentiel dépend de la mise en place d'un environnement politique favorable qui attire les investissements, protège les écosystèmes et autonomise les femmes qui restent au cœur de la chaîne de valeur du karité.

En fin, l'avenir de l'industrie du karité dépendra de la capacité des parties prenantes à trouver un équilibre entre les exigences concurrentes de la croissance économique, de la protection de l'environnement et de l'équité sociale. Grâce à cet équilibre, le karité pourrait devenir un modèle de développement agricole durable au service à la fois des populations et de la planète.